

Un des outils de gestion le plus précieux que possède une organisation est un plan de gestion des risques, qui lui permet d'identifier les faiblesses de son organisation et de se donner un plan de match pour atténuer ces risques, à défaut de les faire disparaître complètement. On demande aux municipalités, même les plus petites, de se doter d'un plan de gestion des risques alors qu'une organisation de la taille du CSPQ, avec le budget gargantuesque qu'il gère, n'en a même pas.

**Invraisemblable et inacceptable que le gestionnaire de ce service gouvernemental ne fasse que constater avec les députés que sa gestion est déplorable.**

*Richard Thibault*

# Le CSPQ encore sermonné par les élus

**L'organisme admet en commission parlementaire éprouver plusieurs difficultés**

«Inadmissible», «aucun sens», «compliqué»: le patron du Centre des services partagés du Québec (CSPQ), Denys Jean, n'a pas tenté de nier les grandes difficultés de son organisation, hier, en commission parlementaire.

## BUREAU D'ENQUÊTE

Jean-Nicolas Blanchet

Twitter: @JNBlauchetJDO



M. Jean comparait devant les élus de la commission de l'administration publique à propos d'un autre rapport accablant de la Vérificatrice générale portant sur la gestion de cette organisation qui, en 10 ans, a dépensé près de 5 milliards de dollars d'argent public.

Publié en mai dernier, le rapport résultait d'un autre constat, celui-là datant de 2014 – encore plus cinglant! – et faisait notamment état d'une mauvaise gestion des risques. Le Centre a pour mandat de signer des contrats au nom de plusieurs

ministères dans des achats regroupés, notamment en informatique. Il octroie près de 2000 contrats par année.

## HISTOIRE DE TABLETTES

Le député caquiste Éric Caire a dénoncé l'achat de centaines de tablettes électroniques au coût de 499 \$, alors que le coût unitaire, sur le site Internet du fabricant, était de... 439 \$.

M. Jean a d'abord justifié les 60 \$ de différence par une garantie prolongée de deux ans supplémentaires. Le député a répondu qu'il en avait acheté deux à Noël et avait été capable de négocier ces garanties. Le patron du CSPQ n'a pas caché son désarroi.

«Ce n'est pas moi qui les achète les tablettes. [...] Ça ne marche pas, c'est clair. [...] Il faut s'organiser pour mieux connaître nos marchés. Le député a raison, c'est inadmissible», a-t-il concédé.

Le CSPQ devrait s'être spécialisé dans les achats groupés, mais, après 12 ans d'existence, en est encore à s'interroger

sur ses processus d'achats. Éric Caire s'est écrié: «C'est comme si McDonald's se posait des questions sur ses hamburgers.»

## AYEZ LA FOI

Denys Jean a reconnu qu'«il y avait encore beaucoup de travail à faire», mais il a souligné que le CSPQ était une «grosse boutique à faire mûrir».

«Il y a du potentiel en services partagés. Il suffit d'y croire et de s'investir. (...) On a du boulot à faire pour s'améliorer.»

Le député libéral de Mégantic, Ghislain Bolduc, fait partie de ceux qui ont le plus déféré M. Jean.

«Après 12 ans, il devrait y avoir un peu de compétences là-dedans! Pourquoi en est-on encore là?» a-t-il demandé.

Plus tôt, le président du Conseil du trésor, Pierre Moreau, avait promis un dépôt «très prochainement» de son très attendu projet de loi permettant de «resserrer la discipline gouvernementale» en matière de gestion informatique.



PIERRE MOREAU  
Président du  
Conseil du trésor